

ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITÉ NORD PAS-DE-CALAIS - Bulletin n°18 - Octobre 2005

AFPS 59-62 Maison de la Nature et de l'Environnement - 23, rue Gosselet - 59000 - LILLE

Tél. : 03 20 22 90 97 Site : <http://www.nord-palestine.org> Bulletin : jpc@nord-palestine.org

ÉDITO : La politique des leurres

"Sharon homme de paix". C'est ainsi que le premier ministre israélien apparaît auprès de ses collègues depuis le retrait "courageux" de Gaza. Et ces pauvres colons obligés d'abandonner leurs maisons et leurs terres. Voilà l'image que l'on nous a montrée pendant le retrait. Et cette armée pleine d'humanité qui fait son devoir avec tact, qui sait la douleur des colons expulsés, voire la partage.

Le premier ministre israélien aura réussi une belle opération de relations publiques, à défaut de faire un pas vers la reconnaissance des droits des Palestiniens.

Mais pendant ce retrait plein d'humanisme, que se passait-il en Palestine ? L'occupation continue, la colonisation continue avec le projet de relier les colonies proches de Jérusalem à "la capitale éternelle d'Israël", le mur continue de s'étendre comme s'il devait marquer la partie du territoire palestinien qui revient "de droit" à l'État d'Israël. Sans parler des Palestiniens citoyens de l'État d'Israël qui sont soumis à une colonisation "légal" comme ces Bédouins du Naqab/Negev dont les villages sont déclarés inexistants pour mieux en chasser les habitants.

Et sitôt les colons partis, l'aviation israélienne peut intervenir contre un territoire soumis au bon vouloir du gouvernement israélien, sous contrôle permanent et isolé de la Cisjordanie.

Sharon savait ce qu'il faisait, un semblant de concession qui soulage l'armée israélienne d'une occupation que l'on savait depuis longtemps trop coûteuse. N'oublions pas que l'évacuation de Gaza par l'armée israélienne est un vieux projet qui remonte aux Accords d'Oslo ; ce que Sharon a ajouté, c'est de se présenter comme un homme de paix renvoyant ainsi la balle aux Palestiniens. "Après ce geste de paix, nous attendons une réponse palestinienne" et pour mieux montrer sa (bonne) volonté, le gouvernement israélien déclare qu'il est prêt à discuter dès que Mahmoud Abbas aura fait le geste attendu, mettre fin à la résistance contre l'occupation, ce qui permettra d'imposer les dictats israéliens.

Le retrait de Gaza s'inscrit dans une politique des leurres que les gouvernements israéliens pratiquent depuis les Accords d'Oslo, "jouer à la paix" alors qu'ils continuent l'occupation et qu'ils refusent toute négociation "à égalité" avec les Palestiniens.

Mais pourquoi le gouvernement israélien se retiendrait-il ? Il sait qu'il a l'appui, explicite ou implicite, de la plupart des États. Il suffit de voir le refus de l'Europe de sanctionner Israël. Les accords commerciaux, dont le Parlement européen a demandé la suspension, sont toujours là. Et un an après la décision du Tribunal International de La Haye déclarant le Mur illégal, le Mur continue à se construire en toute impunité.

Peut-on espérer que l'Union Européenne ou l'ONU prendra des sanctions contre un État qui sait qu'il peut ne pas se plier aux règles du droit international ? C'est une question que l'on peut se poser lorsque l'on voit le silence des gouvernements devant la politique israélienne.

Comme si l'Europe n'avait pas réglé ses problèmes avec les Juifs. Après les avoir persécutés jusqu'au grand massacre du milieu du siècle dernier, l'Europe s'imagine lutter contre l'antisémitisme en soutenant l'État d'Israël. Il ne faut alors pas s'étonner si le mouvement sioniste en profite en jouant sur l'amalgame antisionisme/antisémitisme, ce qui lui permet d'une part de maintenir son influence sur les Juifs, d'autre part de s'appuyer sur le sentiment de culpabilité de l'Europe pour faire accepter le déni de droit des gouvernements israéliens.

La visite de Sharon en France montre combien, un gouvernement français, s'il est capable d'actes symboliques comme les obsèques d'Arafat, est incapable de mener une politique de soutien aux Palestiniens.

La question des sanctions pour amener l'État d'Israël à mettre fin à l'occupation et à reconnaître les droits des Palestiniens est aujourd'hui prioritaire.

Rudolf Bkouche

ACTUALITÉ

Avertissement

Les textes qui vous sont présentés ci-dessous n'émanent pas, pour certains d'entre eux, de l'AFPS. Ils sont reproduits dans le but de permettre à chacun de se faire une opinion et n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Heurts entre l'Autorité palestinienne et le Hamas à Gaza

Ha'aretz, 3 octobre 2005

Trois Palestiniens ont été tués dimanche soir à Gaza au cours d'une série d'affrontements armés entre des militants du Hamas et des forces de l'Autorité palestinienne qui tentaient d'appliquer une récente interdiction d'arborer des armes en public. Ces échanges de tirs ont fait 47 blessés. Il s'agit des combats inter palestiniens les plus graves depuis le retrait israélien de Gaza.

Les affrontements ont commencé quand des officiers de police de l'Autorité palestinienne ont tenté d'arrêter un taxi qui transportait des membres du Hamas dans le quartier de Sheikh Ruwan, à Gaza. L'un d'entre eux, fils d'Abdel Aziz Rantissi, ancien leader du Hamas tué par une frappe aérienne israélienne, a refusé de se rendre. La police a commencé à tirer sur une foule en colère qui s'était amassée autour d'eux, provoquant ainsi un combat armé, rapporte le Hamas.

Les échanges de tirs se sont étendus à toute la ville de Gaza, et a impliqué plusieurs dizaines de participants. Il semble que des militants du Hamas aient tiré des grenades en direction d'un commissariat de l'Autorité palestinienne. Le

www.haaretzdaily.com/hasen/spages/631746.html

Hamas et l'AP concentrent des forces à Gaza en prévision des combats à venir.

Les tensions entre la police palestinienne et le Hamas se sont aggravées ces derniers jours depuis l'annonce par l'AP que désormais elle interdisait les parades armées. Plusieurs porte-parole du Hamas ont déjà affirmé que le Hamas n'avait pas l'intention d'obéir à cet ordre, et les dirigeants du groupe islamiste ont accusé l'AP de tenter de détruire le Hamas.

Le chef de la police de l'Autorité palestinienne, A'alah Housni, a annoncé la semaine dernière qu'il ne serait plus toléré que des fusils soient portés en public par quiconque en dehors de la police officielle de l'AP. "Le rôle des fusils dans les rues est terminé. Ils doivent être mis de côté", a-t-il déclaré.

Mohammed Nazal, l'un des plus hauts dirigeants du mouvement, qui réside à Damas, a dit "qu'il existe un courant au sein de l'AP qui tente d'éradiquer le Hamas et qui prépare contre lui une attaque à grande échelle. Ils sont soutenus par Washington et par Londres, et leurs mains sont couvertes de sang palestinien. Le Hamas les affrontera, même aux prix d'une guerre civile".

Les enfants de Gaza affolés par les boums

Adel Zaanoun Agence France-Presse Gaza, 27-09-2005

Les vitres tremblent et le bruit assourdissant fait croire à une explosion ou une frappe aérienne. En multipliant les raids fictifs la chasse israélienne qui crève le mur du son sème l'effroi parmi la population de la bande de Gaza, notamment les enfants.

Outre les «vrais» raids qui ont fait quatre morts depuis samedi, des chasseurs-bombardiers de l'armée israélienne volant à basse altitude ont franchi le mur du son à plusieurs reprises, de nuit comme de jour.

Les explosions sonores provoquées par ces raids fictifs, dont les deux derniers ont été menés mardi à l'aube, ont affolé les habitants de la bande de Gaza et de nombreux parents ont emmené leurs enfants terrifiés aux centres de soins psychiatriques.

«Nous n'avons pas pu dormir depuis quatre jours. Les raids, qu'ils soient réels ou fictifs ont un impact dévastateur sur la santé mentale de nos enfants. Si nous adultes avons peur, que dire d'eux?», raconte Ibtissam Abou Hachem, une mère de famille de 32 ans.

Le psychiatre Samir Zaqout du Programme pour la santé mentale à Gaza (GCMHP) affirme que les boums supersoniques «provoquent un sentiment d'insécurité et des insomnies» à la fois chez les adultes et les enfants.

Selon lui, des dizaines d'enfants et d'adolescents souffrant de «différents types de troubles psychiatriques» liés aux raids fictifs se sont rendus ces derniers jours dans les différentes branches du GCMHP dans la bande de Gaza.

Ces troubles se manifestent sous forme de «sentiment d'insécurité, incontinence, cauchemars, voire évanouissement», explique-t-il.

Selon le lieutenant-colonel Mahmoud Al-Qazzaz de la police palestinienne, les raids fictifs menés depuis samedi s'effectuent à basse altitude «car les colons et l'armée israélienne» qui auraient pu en être incommodés ne sont plus présents dans la bande de Gaza, de laquelle Israël a achevé son retrait le 12 septembre après 38 ans d'occupation.

«Ils cherchent à terroriser et effrayer les gens», affirme-t-il.

S'ils ne font pas de victime, les raids fictifs n'en provoquent pas moins des dégâts matériels, brisant des «centaines de vitres et laissant des fissures dans des anciens bâtiments», dit-il.

L'un des raids a été mené lundi matin à l'heure où des milliers d'élèves prenaient le chemin de l'école, provoquant un concert de cris d'effroi, dus selon M. Zaqout «à un phénomène de peur collective».

Dimanche, des appareils israéliens ont bombardé l'école «Dar Al-Arqam» gérée par le mouvement radical Hamas à Gaza, faisant 18 blessés. «J'ai peur que les juifs bombardent nos maisons après avoir détruit l'école», dit l'un des élèves des classes primaires, Ahmad.

Selon M. Zaqout, des psychiatres du GCMHP ont multiplié cette semaine les visites dans les écoles pour aider les enfants à «se défouler» et éviter qu'ils ne deviennent «plus violents ou agressifs».

«La peur et le choc provoquent chez l'enfant un désir de vengeance, qui est dirigé forcément contre Israël», affirme M. Zaqout.

Héritage colonial

La bande de Gaza, où la densité démographique est l'une des plus fortes au monde, dont les réseaux d'eau potable et d'assainissement sont vétustes et la nappe phréatique en voie d'épuisement, est menacée d'une "catastrophe écologique", selon des experts palestiniens.

"Nous allons vers une catastrophe écologique avec une densité démographique qui va atteindre 8.000 personnes au kilomètre carré en 2010", a indiqué Chaddad al-Atili, conseiller de l'Autorité palestinienne pour l'eau et les affaires écologiques.

La bande de Gaza, d'où viennent d'être évacués les colons et soldats israéliens après 38 ans d'occupation, compte actuellement 1,3 million d'habitants, dont 900.000 réfugiés, avec une densité de 6.000 personnes au kilomètre carré. C'est une région côtière de 362 km².

Des experts du programme de l'Onu pour l'environnement sont attendus dans ce territoire du 27 septembre au 17 octobre pour évaluer les dégâts qu'il aurait subis du fait de l'infiltration des eaux polluées dans la nappe phréatique, de l'absence de drainage, de stations d'assainissement et d'épuration des eaux.

Les experts internationaux doivent enquêter sur d'éventuelles infiltrations de résidus industriels polluants dans la nappe phréatique, l'enfouissement de déchets solides dangereux à l'emplacement des colonies évacuées en août et les conditions d'exploitation du sable par les

entreprises israéliennes, a indiqué l'expert palestinien Said Abou Jalala.

"Des dizaines de milliers de tonnes de sables de haute qualité ont été prélevés par les Israéliens à Gaza pour les besoins de leur industrie du verre et du bâtiment, privant ainsi la nappe phréatique d'un filtre naturel", a-t-il affirmé.

"L'eau est rare à Gaza et son unique nappe phréatique sur le littoral, est en voie d'épuisement", souligne pour sa part M. Atili.

Ce territoire palestinien reçoit annuellement entre 45 et 55 millions de mètres cubes d'eau de pluie, pour une consommation évaluée à environ de 150 millions de mètres cubes.

"En outre, Israël ne nous autorise pas à importer de l'eau d'autres régions en dehors de Gaza", souligne M. Atili. Israël a proposé aux Palestiniens de leur vendre de l'eau dessalée à Ashkelon, mais au prix prohibitif d'un dollar le mètre cube.

La question de la répartition des ressources en eau doit être discutée dans le cadre des négociations sur le statut final des territoires palestiniens, au même titre que le tracé de la frontière, le retour des réfugiés et Jérusalem, rappelle-t-il.

La rareté de l'eau a poussé à la multiplication du nombre de puits à Gaza. Outre les 4.200 puits autorisés, 2.400 ont été creusés par les habitants sans autorisation aggravant la pression sur la nappe phréatique, selon lui. Plus de 70 millions de

mètres cubes d'eau sont ainsi puisés illégalement sur la nappe.

L'exploitation intense de la nappe phréatique a provoqué l'augmentation de la salinité de l'eau.

Dans certaines régions, cette salinité atteint 3.000 mg par litre, soit 15 fois la norme internationale admise (250 mg par litre) et dans plusieurs autres régions, elle s'élève à 400 mg par litre, dit M. Atili.

"Quelque 30 millions de mètres cubes d'eaux polluées par les engrais et les résidus industriels s'infiltrant annuellement dans la nappe phréatique, faute de réseau d'assainissement ou en raison de la vétusté du réseau", ajoute l'expert.

(Vendredi, 23 septembre 2005)

Ci dessous un article paru dans le journal gratuit **20 minutes** distribué dans le métro lillois.

Régis Garrigue est un ami que nous côtoyons depuis plusieurs années, ces dernières années, il s'est rendu une vingtaine de fois à Naplouse et Gaza. Régis Garrigue, urgentiste, revient d'une mission humanitaire à Gaza *

L'humanitaire pour soigner et témoigner

Mardi 13 septembre 2005

Les problèmes sanitaires des populations de la bande de Gaza, les conséquences des tsunamis en Indonésie, les sauvetages en montagne dans l'Everest... Régis Garrigue, urgentiste au Samu de Lille et membre de l'association Médecins du monde, veut être de tous les combats humanitaires.

Présent à Gaza il y a quelques semaines juste avant le retrait israélien qui s'est terminé hier, cet homme de 39 ans a coordonné l'aide médicale lors de l'évacuation des colons, organisant le parcours des malades ou des ambulances. Cela fait cinq ans qu'il s'investit dans cette zone. En 2000, il a monté sa première mission à Gaza, la seule au monde à être composée uniquement d'urgentistes. « Les urgences sont indissociables de l'humanitaire et j'essaie de faire en sorte qu'elles soient une priorité, explique-t-il. A Gaza, il y a un véritable retard dans les soins. » Le médecin choisit deux axes : former les enfants au secourisme, et travailler avec le Croissant rouge et le ministère de la Santé palestinien sur un plan blanc à déclencher en cas de crise. Depuis, il se

rend à Gaza tous les deux mois et travaille à la régulation et à la coordination depuis Lille.

« J'ai toujours voulu être médecin et faire de l'humanitaire. L'humanitaire, c'est une révolte permanente », déclare-t-il. Formé à Paris, il rejoint Lille à la fin de ses études et se rend « sur le terrain » dès 1996, quelques années seulement après avoir commencé à travailler pour SOS Médecins et les urgences. « Nous avons de la chance en France. Nous avons accès à tout et les médecins sont très bien formés. Nous devons nous engager à soigner et apporter un savoir-faire aux populations qui en ont besoin, estime-t-il. Je suis toujours révolté par ces peuples décimés par les catastrophes. Et j'ai autant besoin de soigner que de témoigner. »

Régis Garrigue envisage de revenir à Gaza à la fin du mois afin de dresser un bilan de la mission. Mais sa vocation l'appelle aussi ailleurs, il part un mois à Bornéo (Malaisie) à la mi-octobre pour s'occuper d'enfants atteints de paludisme.

Fanny Bertrand

* À savoir : **Patrick Pelloux, président de l'Association des médecins urgentistes**

« J'ai rarement rencontré quelqu'un qui avait autant la conscience de l'humanitaire. C'est très rare dans le milieu médical. Il se bat et va au bout de ses idées. J'ai une entière confiance en lui. »

Françoise Sivignon, de Médecins du monde

« C'est quelqu'un qu'on n'oublie pas. Il est très révolté par les grandes injustices du monde et porte haut et fort le message de l'association. Sur le terrain, il est toujours préoccupé par la qualité des soins prodigués et soucieux de trouver la meilleure solution pour les populations. »

De Gaza à Jénine, les attaques israéliennes se multiplient en Palestine occupée

L'AFps, extrêmement inquiète de la situation en Palestine occupée, en appelle à la communauté internationale et à la France afin de faire cesser les attaques militaires israéliennes contre la population palestinienne.

Page suivante : communiqué de l'AFPS

COMMUNIQUÉ DE L'AFPS publié le jeudi 29 septembre 2005

5 ans tout juste après la provocation de Sharon qui a fait éclater l'Intifada al-Aqsa, la politique coloniale criminelle du gouvernement israélien apparaît à nouveau au grand jour et l'image d'homme de paix que Sharon a tenté de vendre au monde qui le regarde d'un œil bienveillant a volé en éclats.

En quatre jours en Palestine occupée, les attaques ciblées, bombardements et arrestations massives illustrent clairement la stratégie du gouvernement israélien : réduire la résistance palestinienne.

Depuis quatre jours, le « désengagement » de Gaza montre son véritable visage : Gaza « libérée » est une réserve d'indigènes close de murs et de barbelés, que l'armée israélienne attaque maintenant de l'extérieur, par air pour le moment, dans l'attente d'une grosse offensive terrestre annoncée.

Ces attaques aériennes israéliennes menées par des hélicoptères de combat et des avions de chasse F 16 ont visé des bâtiments civils. Les destructions sont massives, les blessés nombreux, dont des enfants..

Condamnées par la Présidence de l'Union Européenne et le Quartette, ces attaques s'accompagnent en Cisjordanie d'une opération d'arrestations de masse : près de 400 personnes en 3 nuits, dont de nombreux candidats aux élections législatives palestiniennes que Sharon a décidé de perturber en voulant interdire la participation du Hamas.

Le bouclage de la Cisjordanie est total, les check points interdisent les déplacements, les jeeps israéliennes patrouillent Ramallah chaque nuit et envahissent des villages près de Naplouse ou Jénine, tandis que les colons attaquent des militants de la solidarité internationale avec la Palestine à Hébron.

Lundi 26 septembre le dirigeant des Brigades al-Aqsa à Jénine a échappé à une attaque ciblée mais deux résistants ont été assassinés à Gaza par des missiles tirés d'hélicoptère sur leur voiture. Cette politique d' « assassinats ciblés » qui vise les dirigeants de la résistance est une violation grave du droit international et les dirigeants israéliens s'étaient engagés à y mettre un terme lors du sommet de Charm el Cheikh en janvier 2005.

Le prétexte officiel de ces attaques massives contre le peuple palestinien est le tir à partir de Gaza de nombreux missiles artisanaux contre la ville de Sdérot au sud d'Israël. Menés par le Hamas, ces tirs répondaient à l'assassinat de trois militants à Tulkarem. Déjà à Tulkarem le 25 août, 5 jeunes Palestiniens étaient assassinés par des commandos israéliens déguisés en civils (en violation des règles de la guerre). Le 26

septembre, dans une volonté de revenir à la trêve que l'ensemble des forces de la résistance palestinienne maintient depuis février, les mouvements armés de la résistance annoncent la fin des attaques. L'armée israélienne y répond par de nouveaux bombardements sur Gaza le 27 et le 28.

Cette offensive israélienne a peut être pour objectif de redistribuer les cartes israéliennes en faveur de Sharon dans l'affrontement au Likoud avec Netanyaou, qu'il vient de gagner.

Elle vise surtout à maintenir la région dans la violence, à inciter par ces provocations les Palestiniens à relancer la lutte armée afin de justifier en retour une répression accentuée et une nouvelle délégitimation de la direction et de la résistance palestiniennes, «incapables d'avancer vers la paix » et de réduire le « chaos ».

La partie qui ne veut pas avancer vers la paix et qui bafoue ouvertement le droit est celle qui continue à construire le Mur d'annexion et les colonies et à détruire des maisons, celle qui arrête les civils par centaines en Cisjordanie et bombarde les villes de Gaza.

La protestation de l'Union européenne ne suffit pas. La communauté internationale doit se dresser contre la politique israélienne dont elle a reçu le dirigeant il y a deux semaines dans l'enceinte des Nations unies.

La France ne peut plus rester muette, elle qui n'a pas bronché quand Sharon a annoncé à l'ONU la poursuite de son projet colonial illégal.

Au lieu de louer le « désengagement » de Gaza et de saluer le pragmatisme d'un dirigeant politico-militaire soutenu par les conservateurs au pouvoir à Washington, il faut, tant qu'Israël ne se conformera pas au droit et se conduira comme un « état voyou » :

Appliquer des sanctions politiques, diplomatiques et économiques contre Israël

Appliquer des sanctions contre toutes les entreprises internationales qui, comme Caterpillar, participent de facto à l'occupation et mener un boycott des produits des colonies

Refuser l'unilatéralisme israélien qui vise à affirmer l'absence d'un partenaire palestinien

L'AFPS demande instamment aux autorités françaises de faire en sorte que ces attaques israéliennes contre le peuple palestinien cessent immédiatement et d'exiger une conférence internationale basée sur les résolutions des Nations unies et le droit international pour avancer vers la paix.

AFPS, Paris, le 28 septembre 2005

PROJETS ET COOPERATION

UNE INFORMATION DES AMIS D'AL ROWWAD (Camp d'Aïda près de Béthléem)

Une délégation du Nord Pas de Calais (Nadia et Mehmet) a séjourné dans le camp cet été et a réalisé, avec les amis du camp, deux petits films : « Nakba » et « L'examen », qui seront disponibles sur un DVD à notre siège parisien dès le 10 octobre, et que nous comptons proposer, si les auteurs donnent leur accord, au prix de 5 euros plus port.

COOPERATION NAJDEH / LIBAN

Le projet déposé par Monique continue son petit bonhomme de chemin. Après la décision du Conseil Régional d'accorder 7400 €, c'est la délégation aux Droits des Femmes qui alloue 7500 € et la Ville de Lille 4000 €

Monique et Yves doivent rencontrer Leïla El Ali (dirigeante de Najdeh) pour faire démarrer cette opération de formation professionnelle pour des femmes du camp de Borj el Brajniah au Liban

GAZA DUNKERQUE : PROJET DE CENTRE COMMUNAUTAIRE – MAISON DE QUARTIER AGRICULTURE URBAINE BIOLOGIQUE

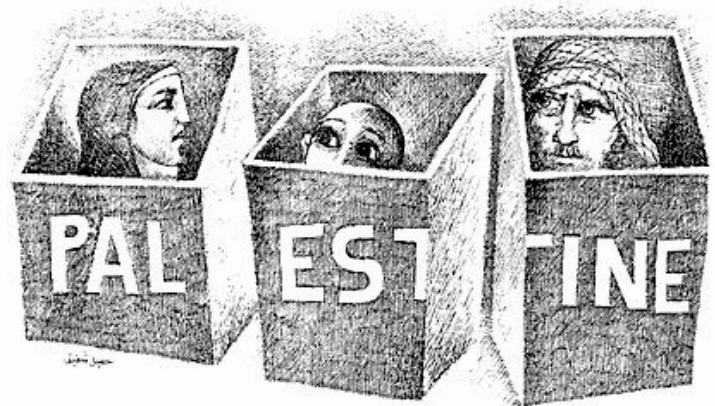
Ce projet déposé par nos amis Dunkerquois est le fruit d'une coopération Dunkerque, Barcelone, Turin, Gaza de fin 2005 à 2007 pour un total de 300 000 € Voici un court extrait du projet pour vous donner une idée :

Concernant la construction, un accord est survenu pour une conception à Haute Qualité Environnementale (liée également à la création de revenus et d'emplois pour les populations des quartiers environnants) qui se décline pour l'instant dans les directions suivantes

- Construction en matériaux locaux (briques de terre en particulier, mais aussi bois, céramiques...). De ce fait la conception sera assurée par un architecte Palestinien Rachid Abdelhamid qui a déjà réalisé plusieurs constructions remarquables, avec un architecte de la ville de Gaza et un de la Communauté Urbaine de Dunkerque. L'un des intérêts majeurs, outre les qualités environnementales d'un tel process, réside dans l'apport « travail » important (ainsi que formation,...) et la non dépendance de l'extérieur de la bande Gaza.
- Conception adaptée au climat (orientation, patios,...)
- Énergie propre et autonome (réservoirs et panneaux solaires pour l'énergie)

POÈME

Si tu n'es pas pluie, mon amour,
Sois arbre
Fécond... Sois arbre.
Et si tu n'es pas arbre, mon amour,
Sois pierre
Humide... Sois pierre.
Et si tu n'es pas pierre, mon amour,
Sois lune
Dans le songe de l'aimée... Sois lune.
Ainsi parla une femme
A son fils qu'on enterrait.



Mahmoud DARWICH - État de siège - page 40

AGENDA

1 **CAFÉ CITOYEN**

Un café citoyen s'est ouvert à Lille, place du marché aux chevaux (métro *République*). Ce café accueille au premier étage des associations.

Nous y avons organisé une première réunion vendredi 23 septembre.

Nous proposons d'organiser un rendez-vous les derniers vendredis de chaque mois à 19 h, ouvert à tous, adhérents et non adhérents, intitulé « **INFO-PALESTINE** »

Les dates suivantes ont été fixées : le 28/10, le 25/11, le 30/12.

L'information sera diffusée dans « Sortir », la presse ...

2 **Venue d'Elik Elhanan et Ali Abu Awwad**

Elik est israélien et a perdu sa sœur dans un attentat ; Ali est Palestinien, son frère a été arrêté par les soldats israéliens et est mort suite aux mauvais traitements qu'il a subis. Ils ont tous deux rencontré « Parent Circle », l'association des familles endeuillées. Ils ont transformé leur tragédie personnelle en un combat pour promouvoir la réconciliation à long terme entre les sociétés israélienne et palestinienne.

Bernard Aubin est à l'origine de leur venue, initiative relayée par l'UJFP et par Jean Claude Willem qui ont organisé un accueil à Seclin. Le débat à Seclin est prévu le vendredi 14 octobre, de 19 h à 22 h, Salle Léon Cordier (quartier Turgot).

Elik et Ali seront également le 19 octobre de 17 h à 18 h, à l'USTL, à Lille1 cité scientifique, à Villeneuve d'Ascq (métro *cité scientifique*)

3 **Les « deux mères », Sarah Lachiani et Rawda Odeh, seront à Lille le lundi 7 novembre.**

Sarah Lachiani est la mère de Tali Fahima, israélienne emprisonnée, accusée d' « avoir prêté assistance à l'ennemi en temps de guerre ».

Rawda Odeh est la mère de deux prisonniers palestiniens.

Ce projet fait partie d'une tournée nationale organisée par l'UJFP, l'AFPS, l'ATMF et la LDH. Le lieu n'est pas encore fixé, il sera communiqué dans le bulletin de novembre.

4 **La mère de Nadim, Hind Khoury, ministre de l'autorité palestinienne chargée de Jérusalem, viendra en novembre à Londres et pourrait venir à Lille. Informations également dans le prochain bulletin.**

5 **Projection du film « Paradise now »**

Le 21 octobre à 20 h 30 projection du film "Paradise now" (24 h dans la peau d'un kamikaze) au cinéma "les étoiles" de Bruay la Buissonnière, un excellent film qui sera suivi d'un débat avec un membre de l'AFPS 59/62

6 **Campagne internationale contre le mur le 9 novembre**

7 **Le mercredi 12 octobre** à 18 h 30 sur le bateau Stubnitz, amarré au port de Dunkerque (Freycinet 4, près du Jokelson) : présentation du séjour du groupe de rappeurs Naili à Gaza en juin 2005.

8 **Samedi 15 octobre**, de 15 à 17 h, accueil du jeune palestinien (Ali) et du jeune israélien (Elik), artisans de paix, au Musée des Beaux-Arts, place du théâtre à Dunkerque.

9 **Le 17 décembre à Douai, repas associatif**

Pour toute question : Tél. à Annie : 06 08 34 55 65 ou mail à annie@nord-palestine.org

COTISATION AFPS NORD PAS-DE-CALAIS

- **Cotisation normale avec l'abonnement au journal « Pour la Palestine » : 65 €** (sans abonnement : 54€)

- Tarif réduit (pour ressources modestes et parrains) : 27 € Avec l'abonnement au journal : 38 €

- Cotisation "précaire" 10 € - Cotisation de Soutien : 80 € ou plus

5 € d'abonnement à *Palestine Solidarité* sont inclus dans le prix de chaque cotisation

- Je soutiens les activités de l'AFPS et lui adresse un don de €

Chèque à l'ordre de l'AFPS Nord Pas-de-Calais à renvoyer au siège de l'AFPS (voir en tête du bulletin)